

Collectif Résister

S'informer, s'organiser, agir !
La lutte continue !



Résister!

#66 - janvier 2020

au capitalisme, au fascisme, aux discriminations... et à la résignation

«
**APAISER
NE VEUT
PAS
DIRE
RENONCER**
»

(Vœux d'E. Macron,
31 décembre 2019)



Participation

La participation
est librement fixée
par le lecteur. Le
prix de revient de
ce numéro est de
1,00 €

DICTATURE

pages 5-6-7

POURRITURE

pages 8-9

TORTURE

pages 10-11

Corps en lutte

On est gouvernés par des brutes épaisses qui ne savent rien des relations humaines. Pour les start-upers au pouvoir, il n'y a pas de relations humaines, il n'y a que des ressources humaines. Et ces ressources doivent être tout entières tournées vers leur projeeeeet.

Ce que ces gens-là veulent, c'est nos corps, pour produire, créer et consommer. Travaille, consomme et ferme ta gueule !

Frapper, asphyxier, meurtrir, écorcher, éborgner les corps rebelles, priver ces corps d'un pied, d'une main, d'un œil. Rendre nos corps tendus, effarouchés, intranquilles, pour les punir, c'est la seule réponse que nous obtenons à nos questions, nos objections, nos refus et nos revendications.

C'est que nos DRH ne connaissent de rapports humains que dans l'entre-soi de la classe dominante. Hors de là, ils et elles ne conçoivent en matière de relation que la domination et la soumission. Leur classe de riches, de « chacun pour soi » doit dominer. Elle doit contrôler, régner sans partage sur nos vies et sur nos corps.

La start-up nation est tellement radicalisée dans son dogme libéral qu'elle va jusqu'à la négation de nos corps qui envahissent en ce moment l'espace public, de nos corps qui crient, chantent, hurlent de colère et de rage. Elle fait mine de ne rien entendre, comme si nos corps n'existaient que lorsqu'ils créent de la valeur dans leurs entreprises.



Les DRH de l'entreprise France et leurs employés zélés des préfectures, des commissariats et des syndicats jaunes veulent disposer de tous les corps : des corps jeunes et plein de vitalité pour pédaler sur les vélos et livrer de la mauvaise nourriture ou pour courir dans d'immenses entrepôts, préparer des commandes sous les ordres d'un robot. Mais la macronie veut aussi le contrôle des corps mûrs, fatigués, usés. Travailler plus, plus longtemps et, si on ne peut plus, crever de précarité et du sentiment d'être un poids, c'est-à-dire un corps sans emploi, d'être de trop, de coûter cher. C'est aussi ça, le but de la réforme des retraites.

Et quand on ne veut plus, ou on ne peut plus, c'est encore à nos corps que les DRH qui nous gouvernent s'en prennent dans les manifestations et les actions de protestation, à coup de LBD, de matraques, de grenades et même de pavés lancés par la police.

Mais nos corps valent plus que leurs profits et la jouissance de nos propres corps est un droit inaliénable. Aujourd'hui, le projeeeeet macroniste voudrait réserver ce droit aux riches et contrôler toujours plus le corps des autres.

Nous vivons dans un monde dans lequel les riches nous ont déclaré la guerre. Ils sont de plus en plus voraces, violents, de plus en plus cyniques, faignants, extrêmes. Alors, résistons partout, de toutes les manières et, pour commencer, réapproprions-nous la jouissance exclusive de nos corps, car, après tout, personne n'a demandé à venir au monde et à avoir ce corps-là. Nous n'avons que nos sens pour être au monde, alors jouissons ! Jouissons comme un acte de résistance à la barbarie qui ruisselle en lieu et place des richesses promises.

Sylvain pas si svelte

R

Ingouvernables

Plus le capitalisme s'approche de la catastrophe, plus il génère de normes, de contrôle, de systèmes d'encadrement et d'encasernement. Au nom de la lutte contre le terrorisme, et progressivement aussi au nom de l'urgence climatique ou sanitaire, on voudrait nous habituer à des interdictions, des obligations, des procédures, une transparence, des technologies qui prennent le contrôle sur nos vies. Il n'y aurait pas le choix. Comme le résume le slogan des Gilets Jaunes, on nous aimerait sur le mode du « *Travaille, consomme... et ferme ta gueule !* »



Mais cette belle mécanique commence à craquer de toutes parts. Les Gilets Jaunes, justement, ont ouvert le bal en France et ailleurs, aussi, en Algérie, au Liban, en Iran, en Irak, les peuples se soulèvent. Les privilèges des plus riches, actionnaires des multinationales et familles héritières de la grande bourgeoisie, les États à leur service, l'ordre inégalitaire défendu avec la schlague, tout cela ne passe plus. En France, les contre-réformes libérales et autoritaires s'empilent depuis trois décennies, Macron ne faisant qu'en accélérer la cadence. Les conditions de travail dégradées et précarisées, la course à la rentabilité et le poids du management convergent avec le recul des services publics, la marchandisation généralisée et l'hypocrisie des gouvernants qui orchestrent l'ensemble des reculs.

Ce qui a surgi sur les ronds-points et se prolonge dans la mobilisation actuelle n'est pas une révolte passagère, c'est l'expression d'un rejet global. C'est le rejet de ce monde et de la morgue des dominants. C'est le rejet de l'autorité de celles et de ceux qui gouvernent les institutions et les plient aux normes néolibérales. On en a eu un beau symbole lors des vœux, cet exercice de com' à destination des médias auquel se prête tout ce que le pays compte de ministres et de grand-es chef-fes : jet de robes par les avocat-es aux vœux de la

ministre de la Justice, le 8 janvier, à Caen, chœur des esclaves puis énorme chahut aux vœux de la patronne de Radio France, le même jour, manifestation à l'extérieur et contre-lecture à l'intérieur pendant le discours de la ministre de l'Enseignement supérieur, le 21 janvier, etc. Ce sont aussi toutes les manifestations symboliques et voyantes de rejet des réformes en cours : jets de cartables par les enseignant-es révoltés par Blanquer, spectacles gratuits et à ciel ouvert par les danseurs, danseuses et orchestre de l'opéra de Paris, etc.

Alors, c'est un fait : nous sommes devenu-es ingouvernables. Quand les institutions sont pourries par la tête, il faut agir en dehors. Les représentant-es de l'État ont tellement piétiné le bien public qu'elles et ils ont perdu toute légitimité. Macron ne peut plus se déplacer sans avoir 500 flics autour de lui pour l'exfiltrer face à la plèbe en colère. Mais le rejet ne s'arrête pas là. Ceux qui miseraient sur une courte cure d'opposition et sur l'alternance pour revenir aux commandes font partie du lot, tout le monde sait qu'ils ont contribué à produire la situation actuelle et personne n'en veut plus. Et le rejet va plus loin encore. Les directions syndicales qui pendant des décennies ont joué les « *partenaires sociaux* » et ont négocié nos défaites, qui aujourd'hui se mettent en avant sur une ligne offensive tout en faisant tout pour contenir et domestiquer la contestation, personne n'en veut plus non plus. Le mouvement social sort des rails sur lesquels on l'a si longtemps contenu, prend la tête des cortèges et n'attend plus le top départ de tel ou telle chef-fe. Parce que, décidément, nous ne pouvons pas être les « *partenaires sociaux* » d'un capitalisme cannibale.

Nous sommes devenu-es ingouvernables... et c'est tant mieux.

Léo P.

R



Courrier des lecteurs



J'ai été embauchée à la CAF en septembre 1965 (à 18 ans), après deux étés d'emploi-vacances, titularisée « convention collective de 1946 », en 1966, et bénéficiaire du régime complémentaire de prévoyance retraite des personnels de cette administration : la CPPOSS, l'un des plus favorables, voulu pour les personnels Sécu par les créateurs de l'institution commune, de statut privé, à mission de service public.

Le gouvernement d'Édouard Balladur supprimera la CPPOSS en juillet 1993, dans une large indifférence, sans débat, avec la complicité – peut-être la suggestion (?) – du syndicat majoritaire de l'époque : la CFDT, issue d'une scission d'avec la CFTC (1964). La mesure s'accompagnant de « la fin des 37,5 annuités de cotisation » pour une retraite complète à tous les salariés du secteur privé. La profession n'a pas bénéficié du même soutien que les cheminots, ciblés à leur tour en 1995. Quand les salariés de la Sécurité sociale l'avaient été (ciblés, attaqués), un « mur » aurait dû se dresser pour protéger l'institution commune, car c'était une alerte pour les dangers à suivre !

L'histoire le confirmera et perdure. L'actualité syndicale d'alors étant axée prioritairement sur la casse de La Poste France Télécom et nos permanents syndicalistes, postiers pour la plupart.

En 1994, un régime « de substitution » sera mis en place : l'ARRCO-AGIRC, « à points » déjà, permis par la CFDT, très majoritaire dans la profession. J'ai vu mes aînés partir en retraite, dès 1980, avec des pensions équivalentes à leurs « bons salaires » (calculé sur les « 10 meilleures » années). Toutes les réformes après 1993, et suivantes, 2003, 2010, etc., ont abaissé le niveau des pensions de la « retraite de base du régime général », calculée aléatoirement : soit sur les 10 premières années ou les 10 meilleures années ou les 25 dernières années, elles-mêmes indexées sur les prix, l'inflation, des taux divers, etc. Pourquoi en serait-il autrement à l'avenir : un curseur ça se déplace arbitrairement. Même sort prévu aux régimes complémentaires. NB concernant ma retraite, depuis 2007, cotisée durant 42 ans, son montant mensuel est inférieur au « salaire médian » (à ne pas confondre avec le « salaire moyen »), l'une des deux « complémentaires » restant trimestrielle, élevée à précisément 128,81 euros, soit 42,93 euros par mois : il s'agit de celle héritée de ladite CPPOSS, dont la gestion a été déléguée d'abord au groupe Malakoff Médéric, dès 1994, puis mi-2019, à un cabinet de courtage : Prevere. L'affaire est bouclée ! Ou comment de l'argent appartenant au service public (la Sécu) se retrouve dans le circuit financier très, très capitaliste ! J'y avais cotisé durant presque la moitié de ma carrière, soit 19 ans.

Les cessations d'activité suivantes voient cette pension de plus en plus réduite : ça, c'est la règle comptable. Avoir travaillé 42 ans à temps complet, mais avec des salaires minima quasi constants et un statut d'invalidité partielle, à compter de 2003, m'a rendu non imposable, un comble ! Puntition réservée souvent aux militants syndicaux combatifs, voire non corruptibles. C'est la vie, mais c'est de la discrimination. Le tribunal des prud'hommes ne m'a pas donné raison, faute de témoignages suffisants, la peur règne.

Mc



Personnellement, je bosse à Pôle Emploi depuis 1992.
Je suis né en 1962.

En 1984, je commence à bosser avec une retraite prévue à 60 ans, après un peu plus de 37,5 ans de cotisations.

2020 : retraite à taux plein prévue à 67 ans...

7 ans de perdus en une vie de travail ! Et il faudrait continuer le délire ?

Car, dans le même temps, en 1992, à l'ANPE, je reçois une personne à l'accueil pour essayer de régler ses soucis d'emploi et de formation ; en 2020, je suis sollicité par une multitude, en plus de l'accueil, *via* mail et autres services à distance.

La « production » des salarié-es à Pôle Emploi, comme ailleurs, augmente considérablement, *via* les nouvelles technologies. Alors, stop !

Retraite à 60 ans, voire plus tôt ET augmentation des salaires et/ou diminution du temps de travail hebdomadaire, car travailler beaucoup plus, on le fait déjà, même à temps de travail égal !

REPASSONS À L'OFFENSIVE !

un vieux con, toujours au boulot

L'IRAN ENTRE RÉVOLTE ET RÉPRESSION

Suite à la destruction de l'avion de la compagnie Ukrainian Airlines par les Gardiens de la Révolution, l'Iran est une fois de plus devenu la scène de manifestations anti-régime massives. Tous les passagers et l'équipage y ont péri, soit 176 personnes. Le régime islamique a d'abord rejeté toute implication de sa part dans cet accident, mais, suite à la révélation de preuves et à la pression internationale, il a finalement admis que les Gardiens de la Révolution avaient abattu l'avion qu'ils avaient confondu avec un missile de croisière. Cependant, d'autres preuves ainsi que les contradictions relevées dans les déclarations des autorités iraniennes ont finalement clairement montré que la destruction de cet avion de ligne avait été intentionnelle.

L'avion ukrainien a été abattu quelques heures après le lancement de plus d'une vingtaine de missiles balistiques sur des bases militaires américaines en Irak, en représailles après l'assassinat du commandant en chef de la Force Al-Qods, Qassem Soleimani, par les États-Unis, le 3 janvier 2020. Le régime islamique prévoyait peut-être que les États-Unis allaient répliquer car Donald Trump, à la suite des menaces de la République Islamique, avait laissé entendre qu'ils pourraient riposter en cas d'attaque et détruire cinquante-deux sites en Iran. Le régime islamique a peut-être voulu dénoncer les États-Unis et faire ainsi monter la pression internationale contre eux.

Les autorités de la République islamique, et en particulier le guide suprême, l'Ayatollah Khamenei, ont tenté

d'utiliser la mort de Soleimani lors de l'attaque américaine comme moyen de mobiliser leurs soutiens à l'intérieur du pays et montrer leurs muscles au peuple qui se révoltait. Cependant, la destruction de l'avion ukrainien déclencha une nouvelle vague de protestations massives dans différentes grandes villes : Téhéran (la capitale), Rasht, Shiraz et Sanandaj. Les manifestations commencèrent après le rassemblement sur la place Azadi de Téhéran pour commémorer les victimes de l'accident aérien. Parmi les slogans, on a pu entendre des slogans anti-régime comme « À bas le dictateur » (qui visait le guide suprême), « À bas la République islamique », « On n'a pas perdu des vies pour faire l'éloge du dirigeant assassin », « Ni turbans, ni couronnes, c'en est fini des mollahs ». Ce dernier slogan est particulièrement important en ce qu'il vise à la fois le régime islamique et les monarchistes qui, quoique dans l'opposition, réclament que la dynastie Pahlavi (renversée durant la Révolution de 1979) soit rétablie. Ce slogan a été scandé non seulement à Téhéran et alentours, mais aussi dans de nombreuses autres villes. Il illustre le caractère de gauche radicale des manifestations et des soulèvements et pourrait indiquer qu'une probable révolution renversera le pouvoir islamique. Les manifestants ont également décroché des portraits de Soleimani et de Khamenei et y ont mis le feu.

Les manifestations actuelles sont en fait la continuation du soulèvement de novembre dernier et des luttes ouvrières et autres protestations massives de décembre 2017. Afin de comprendre ce qui se passe en Iran en ce moment, il faut revenir rapidement sur ces événements plus anciens.

Les protestations de 2017

En décembre 2017, des millions d'Iraniens ont envahi les rues dans plus de 80 villes du pays. Les gens dénonçaient la hausse des prix, la pauvreté, l'inflation

galopante, le chômage et les privations. Contrairement aux mouvements de protestation de 2009, limités essentiellement à Téhéran et quelques autres grandes villes, ceux de 2017 commencèrent dans de plus petites villes puis s'étendirent à l'ensemble du pays. Plus important est le fait que, contrairement aux manifestations de 2009, qui n'ont adopté leur caractère anti-régime que progressivement, les soulèvements de 2017 ont, dès le début, ciblé l'ensemble du régime islamique. De plus, ces mouvements de protestation n'ont pas commencé par des revendications purement économiques (qui allaient se politiser plus tard) : dès le premier jour, ils ont visé Khamenei et Rohani avec des slogans du genre « À bas Khamenei » ou « À bas Rohani ». D'autres slogans attaquaient directement le régime : « Nous ne voulons pas d'un régime islamique », « Il faut écraser le régime islamique » et « Réformistes et durs, c'en est fini de vous » (faisant référence aux différentes tendances du pouvoir). Ce caractère anti-régime des manifestations est également visible dans la réaction de la prétendue « opposition » (légale ou en exil) qui s'est opposée au mouvement populaire. L'opposition pro-régime dans son ensemble a condamné les mouvements de protestation et les manifestants. Par exemple, Abbas Abdi, autoproclamé « dissident » et « réformiste », demanda au régime d'écraser le mouvement avec une main de fer. Et de nombreux militants « anti-impérialistes » de gauche, tant iraniens qu'étrangers, prétendaient que les manifestations étaient provoquées et soutenues par



les États-Unis et Israël !

Ces mouvements de protestation ont montré qu'aucune ouverture dans la société iranienne, aucune perspective d'amélioration des conditions de vie, de démocratisation, d'élargissement des libertés, d'égalité et de prospérité ne seront possibles tant que la République islamique perdurera. Les manifestants ont montré qu'ils savaient que le régime capitaliste et kleptocratique des mollahs était la principale raison de leur pauvreté, de l'absence de droits et de libertés, et de l'appauvrissement du peuple, et ce point de vue s'est exprimé dans le slogan « *Mollahs capitalistes, rendez-nous notre argent !* »

Un autre aspect important de ces mouvements protestataires est le rôle décisif joué par les femmes. En fait, cela a toujours été le cas, même au cours des événements de 1999 et de 2009. Mais, dans le mouvement de 2017, les femmes ont particulièrement ciblé l'obligation du port du voile islamique (le hidjab). Tout a commencé par un acte symbolique dû à une femme sur la place de la Révolution : elle enleva son voile, le colla au bout d'un bâton et se tint tête nue sur une plate-forme sur la place, brandissant son voile comme un drapeau. Elle a été finalement arrêtée par les forces de sécurité, mais l'histoire de cet acte se répandit rapidement, et finit par devenir le phénomène connu sous le nom de « femmes de la place de la Révolution ». Qui plus est, les femmes ont toujours été en première ligne des manifestations dans tout le pays.

Évidemment, les réactions du régime face à ce soulèvement ont été très dures : plusieurs personnes ont été tuées, des centaines gravement blessées, des centaines arrêtées, torturées et emprisonnées. Le régime a réussi à faire taire les protestations au bout d'un mois, mais il était clair que le calme n'était que temporaire, dans la mesure où les contradictions qui les avaient produites restaient intactes.

Les grèves ouvrières de 2017 à 2019

Bien que le régime ait réussi à réprimer les soulèvements de décembre 2017, la lutte des classes s'est poursuivie. Ainsi, la période qui a suivi les événements de décembre 2017 a été marquée par deux grèves massives et simultanées : celle du « Complexe du sucre Haftape » et celle du « Complexe du fer et de l'acier Ahwaz ». Les salariés réclamaient de meilleures conditions de travail, la récupération des salaires impayés, l'arrêt des licenciements et du contrôle des ouvriers – en réaction à l'argument des patrons qui disaient que les « Complexes » ne rapportaient rien et que la production serait arrêtée. Il faut souligner ici l'importance particulière du soutien populaire à ces deux grèves. Tous les jours, les ouvriers ont manifesté à pied avec leurs familles et d'autres citoyens. Ces grèves ont aussi reçu le soutien d'étudiants d'extrême gauche et communistes, non seulement de la région (les entreprises Haftape et Ahwaz sont situées dans la province du Khuzestan, riche en pétrole), mais d'autres grandes villes également.

berté, et le pouvoir aux conseils. » Il faut souligner le soutien aux grévistes et manifestants venant de tout le pays, ainsi que le soutien d'autres organisations iraniennes (à noter qu'en Iran, si les syndicats et d'autres formes d'organisation de la classe ouvrière sont interdits, ils existent *de facto* grâce à des décennies de luttes de la classe ouvrière).

Le régime a essayé de casser les grèves et il a arrêté les leaders ouvriers, dont en particulier Esmail Bakhshi, personnalité aujourd'hui connue dans tout le pays, ainsi que Sepideh Gholiyan, une étudiante de Téhéran qui a couvert les grèves pour le journal étudiant *Gam*.

Quelque temps après l'incarcération de ces militants, les chaînes de télévision d'État ont diffusé un film contenant les « confessions » d'Esmail Bakhshi, de Sepideh Gholiyan et d'autres leaders ouvriers détenus. Dans ce « documentaire », ces personnes « confessaient » qu'elles étaient liées à des partis politiques d'opposition illégaux, en particulier au Parti Communiste Ouvrier d'Iran et qu'elles avaient reçu de ces partis des consignes afin de déstabiliser le pays – il est à noter qu'à la suite de la diffusion de ce film, le nom « Parti Communiste Ouvrier d'Iran » est devenu le terme le plus recherché sur Google.

Tout le monde savait que ces militants avaient été torturés pour faire de telles déclarations. Quand ils ont été relâchés, Sepideh Gholiyan et Esmail Bakhshi ont enregistré des vidéos et les ont diffusées sur les réseaux sociaux : ils expliquaient qu'ils avaient été violemment torturés et que ces confessions n'étaient pas les leurs. Ces vidéos sont devenues virales. La stratégie du régime s'est effondrée et finalement ceux qui avaient été libérés de prison ont été à nouveau arrêtés... Ils devaient être lourdement condamnés, mais plus tard, sous la pression publique, le régime les a libérés sous caution.

Bien sûr, il y a eu d'autres grèves et manifestations plus ou moins importantes mais les événements liés à ces militants ont eu une importance sym-



Ces grèves ont également été importantes en ce sens qu'elles ont fait entrer les revendications de la classe ouvrière et des communistes dans l'atmosphère politique. Ainsi, le principal slogan de ces grèves, qui durèrent près d'un an, était : « *Du travail, du pain, la li-*

bolique du fait de l'émergence de leaders ouvriers reconnus par la population dans tout le pays et également par la reprise de revendications communistes par la population – ce qui allait par la suite avoir une certaine résonance, en novembre 2019 et lors des récentes manifestations de masse.

Novembre 2019 : sur les traces de la révolution

Le 15 novembre 2019, le prix de l'essence a énormément augmenté en Iran. Le prix de l'essence rationnée a augmenté de 50 % tandis que le prix de l'essence non rationnée a triplé. Le régime islamique d'Iran a déclaré que l'augmentation du prix de l'essence était bénéfique pour les gens. Cependant, les gens, dont la majorité est d'une extrême pauvreté, sont descendus dans la rue en grand nombre pour protester contre l'augmentation des prix. Les premières manifestations pacifiques dans les villes de Isfahan, Shiraz, Bandar Abbas, Karaj, Ahvaz, Gatvand, Bandar-e Mahshahr, Behbahan, Khorramshahr et plusieurs autres villes se sont rapidement transformées en soulèvements violents à cause d'attaques brutales des forces spéciales contre les manifestants.

Finalement les manifestations se sont renforcées et se sont étendues à plus de vingt villes et les slogans sont devenus plus radicaux et politiques. Les manifestants scandaient : « *À bas le dictateur* » (c'est-à-dire le leader suprême Khamenei), « *N'ayez pas peur, nous sommes tous unis* », « *Honte à vous, dictateur, laissez le pays tranquille* », « *Les mollahs, barrez-vous !* », « *Le prix de l'essence augmente, les pauvres s'appauvrissent* ».

Au deuxième jour du soulèvement dans des villes telles que Tabriz et Kermanshah, il y a eu des affrontements violents avec les forces de sécurité et la police spéciale. Le 16 novembre, les chauffeurs de camions-citernes transportant de l'essence se sont mis en grève en soutien aux manifestants. Le même jour, des manifestants ont réussi à prendre le contrôle de plusieurs quartiers de villes telles qu'Abadan,

Ahvaz, Behbahan, Khorramshahr et Omidieh, et ils ont empêché la police et les forces spéciales d'entrer dans les villes et aux alentours. Toujours le même jour, des étudiants de plusieurs villes ont rejoint les manifestations. Les étudiants de l'université libre de Gohardasht, à Karaj, sont descendus dans la rue en scandant « *Notre peuple est rebelle et en a assez de l'esclavage* ». Ce slogan révèle le potentiel émancipateur et d'extrême gauche de ces soulèvements, car non seulement il vise la République islamique, mais également les rapports de production capitalistes qui sont protégés par le régime islamique d'Iran. Et encore le même jour, les étudiants de l'université d'Urmia ont rejoint le soulèvement.

Les manifestations se sont multipliées et le nombre de participants a augmenté considérablement le 17 novembre. Les manifestations se sont également radicalisées, comme on peut le voir dans les slogans des protestataires. Dans plusieurs quartiers de Téhéran et Mashhad, les manifestations se sont poursuivies tard dans la nuit avec les gens qui scandaient : « *Nous ne voulons pas de la République islamique* », « *À bas Khamenei* » et « *À bas le dictateur !* » Sur la place Azadi, dans la ville de Mashhad, les gens ont détruit un véhicule blindé des forces spéciales. À Khorramshahr, les gens ont mis le feu à un bâtiment du gouverneur et à d'autres bâtiments officiels. À Karaj, des manifestants ont mis le feu à au moins 15 banques et locaux de police et ils ont brûlé le drapeau du régime islamique. À Robat Karim, un des quartiers de Téhéran, ils ont mis le feu à une station-service, dans le quartier de Téhéran Pars, une banque a été incendiée, et dans la ville de Quds, le bâtiment officiel du gouverneur et quelques banques ont également été incendiés. À Shiraz, également, dans le quartier Maliabad, un bâtiment de la police a été totalement brûlé par les manifestants.

Le jour même, craignant la progression des manifestations et une grève générale, la République islamique a fermé les écoles pendant deux jours, prenant pour prétexte les mauvaises conditions

météorologiques et l'importante circulation automobile. Face aux soulèvements, le régime a paniqué et a tenu plusieurs réunions d'urgence. Il a bloqué l'Internet afin d'empêcher les gens de communiquer les informations concernant les manifestations, mais les soulèvements ont continué avec encore plus de force et de dynamisme. Même les lignes téléphoniques ont été bloquées, mais le 19 novembre, les manifestations s'étaient répandues dans plus de cent villes. Les écoles et les universités ont été fermées jusqu'au 23 novembre à Téhéran et de nombreuses autres villes. Et les premiers matchs de ligue de football ont été interrompus.

Le 20 novembre, les soulèvements étaient réprimés. On sait que plus de 1 500 manifestants ont été tués par balle, plusieurs milliers ont été blessés et plus de 7 000 ont été arrêtés. Au moment de la rédaction de ce compte rendu, le régime n'a toujours pas annoncé combien de personnes sont mortes. Le sort de nombreux détenus n'est toujours pas connu. Les familles qui ont pu trouver les corps de leurs proches ont subi des pressions pour ne pas organiser de funérailles publiques. Dans un cas, les parents d'une des victimes des soulèvements ont été arrêtés et emprisonnés.

Malgré les atrocités commises par le régime, la lutte pour renverser les bandits islamistes continue. Le régime a peut-être réussi à maîtriser les soulèvements de novembre, mais les développements futurs des événements et un nouvel embrasement de manifestations en dépit des atrocités du régime sont la preuve qu'une véritable révolution va balayer la République islamique capitaliste et kleptocratique. Ce jour n'est plus très lointain.

Siyaves Azeri

R

(Article traduit de l'anglais par des lecteurs de *Résister!*)

SALE TEMPS POUR LES PATRONS ?

L'actualité française nous vient du Royaume-Uni... le Brexit ? Non, ce fait divers est déjà oublié des journaux télévisés français !

Le drame qui se joue ces dernières semaines en Grande-Bretagne, c'est le renoncement princier d'Harry et de Meghan. Les médias du monde entier relaient l'info. La France, ce grand pays qui a coupé les têtes couronnées des reines et des rois et autres aristocrates au sang bleu, expédie ses meilleurs « envoyés spéciaux » recueillir le moindre *scoop*, le plus petit ragot dans les couloirs et les alcôves des châteaux d'Elisabeth II.

Of course, cet événement planétaire ne détrône pas cependant les reportages et autres analyses sur le mouvement social contre la réforme des retraites, qui dure, qui dure... Un autre feuilleton qui dure depuis novembre 2018, c'est l'incarcération de Carlos GHOSN au Japon, puis son « évasion » rocambolesque en décembre 2019 pour le Liban. Ce grand patron qui a multiplié par milliers, sans états d'âme, les suppressions d'effectifs et les restructurations chez Renault et Nissan, se plaint d'avoir connu l'enfer des geôles nippones. Il justifie sa fuite en se disant victime de complots et en affirmant qu'il ne peut exercer sereinement sa défense. Il sait de quoi il parle. N'avait-il pas la justice expéditive lorsqu'il licencia trois cadres de Renault injustement accusés d'espionnage ?

Pour ce qui le concerne, les faits mafieux d'enrichissement personnel et d'abus de biens sociaux sont connus et le dossier d'instruction est chargé selon les dires de son ancien adjoint Patrick Pélata : « Je savais qu'au niveau éthique, Carlos GHOSN était *"borderline"*, mais sur de petites choses. Je n'aurais jamais imaginé des choses aussi graves. Quelques jours après son arrestation, Nissan m'a proposé de voir le dossier sous réserve de confidentialité. Ce que j'ai vu m'a rendu malade. » Il n'empêche qu'un membre du gouvernement français, le lendemain de sa fuite, déclarait : « Carlos GHOSN n'est pas au-dessus des lois, mais la France le soutient. » Carlos est invité par la radio publique France Inter pour une interview plutôt bienveillante et, quelques jours après, il négocie la production cinématographique d'un film sur son aventure ! Enfin, une ministre déclare qu'en cas de venue sur le territoire national, il n'y

aurait pas d'extradition à la demande du Japon, restant muette sur les actions qui devraient être engagées pour les faits déjà révélés en France. Pourquoi ne pas envoyer à sa place au Japon, un charter de ces dangereux grévistes interpellés en France lors des manifestations et qui luttent pour plus de justice... sociale ?

Un autre grand patron du CAC 40, élu par ses pairs « manager » de l'année 2008, se prépare à faire sa valise pour séjourner quatre mois en prison. Il s'agit de Didier LOMBARD, l'ex-patron de France Télécom devenue Orange. Le rendu du jugement, le 20 décembre dernier, a été malheureusement quelque peu éclipsé dans les médias par l'actualité sociale. Six autres cadres et dirigeants ont été condamnés pour « harcèlement moral », près de dix ans après une crise sociale durant laquelle plusieurs dizaines de salariés se sont suicidées. En trois ans, cette équipe de tueurs en série a supprimé 22 000 emplois, en utilisant les armes de destruction massive, appréciées des capitalistes et terriblement efficaces, des restructurations, des délocalisations, des réorganisations, des fermetures de sites et du management par la terreur. Ce jugement est une grande première dans le monde des affaires. Fera-t-il jurisprudence ? Pas sûr. Ces condamnés sont-ils les seuls responsables ? D'autres complices auraient-ils dû se retrouver sur le banc des accusés ?

Il est rarement fait le bilan des choix politiques, du respect des promesses et des engagements. La réforme des PTT en est une cinglante illustration. Si l'on remonte à l'origine des faits, on peut identifier des dirigeants politiques, des décideurs économiques et des « responsables » syndicaux. Après plusieurs essais de privatisation des PTT venus de la droite (Chirac, en 1974, Longuet, en 1987), c'est un trio de « gauche » (Mitterrand, Rocard, Quilès) qui s'attelle à une « nécessaire modernisation » de ce seul service public « rentable ». À cette époque, les bénéfices des télécoms assuraient l'équilibre financier des PTT. Cette administration dégageait des sommes de plus en plus importantes qui permettaient à l'État d'utiliser ces crédits pour sauver des banques (Crédit Lyonnais, CCP), de lancer le programme Ariane ou encore de développer l'informatique dans les écoles. Ces dirigeants de « gauche », soutenus

par les secrétaires généraux des syndicats CFDT, CFTC et FO qui ont signé des deux mains cette réforme, assuraient aux fonctionnaires le développement du service public, le maintien de leur statut et l'unité sociale et humaine de La Poste et des Télécoms. Tels des « Maginot » revisités, ils élevaient cette réforme en « rempart contre la privatisation » !

Un des arguments avancé pour justifier ce changement radical, en sus de la décision de l'Union européenne libérale et de la mondialisation économique, était que « l'État n'avait ni la vocation ni les compétences à gérer les télécommunications ». Ce qui est remarquable, c'est que ce sont les mêmes « grands serviteurs de l'État » qui sont placés à la tête de ces entreprises privatisées. Sortis des cercles des grandes écoles, de l'ENA (Michel BON), de Supélec (Thierry BRETON, membre de la Commission européenne chargé de la Politique industrielle, du Marché intérieur, du Numérique, de la Défense et de l'Espace, nommé par Macron en octobre 2019), des Mines (Stéphane RICHARD) ou encore de Polytechnique (Didier LOMBARD), ils sont des spécialistes des allers et retours privé / public et

se succéderont à la tête de France Télécom / Orange. Pour mettre en place, de gré ou de force, par « la fenêtre ou par la porte », le nouveau management capitaliste, ces intelligences s'adresseront à des professionnels américains comme Proudfoot ou Andersen Consulting, qui les initieront aux courbes du deuil ⁽¹⁾ et les convertiront, si besoin était, à la religion du chiffre. Quand l'intelligence et la compétence se mesurent en chiffres d'affaires, ne faut-il pas être inquiet sur l'avenir de l'Humanité ?

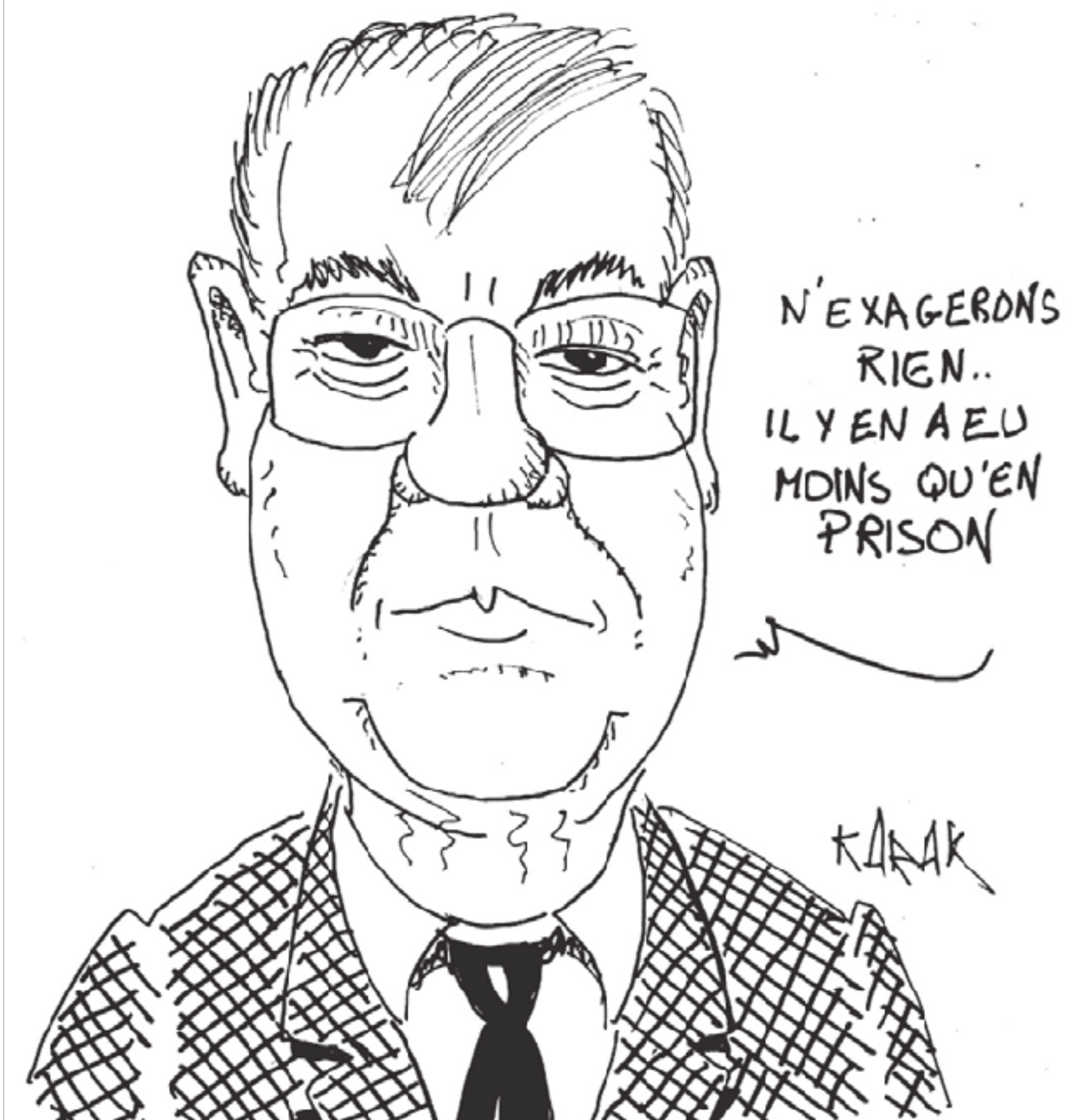
Ce management à l'américaine jettera dans le désarroi des centaines voire des milliers d'employés dans la dépression ou le burn-out, avec arrêts maladie pour les uns, arrêt de la vie pour les autres. Aujourd'hui, comme hier, du plus petit chef au grand patron, cet exercice du pouvoir divin continue à se développer dans toutes les entreprises ou administrations. Les conséquences sont les mêmes : burn-out, maladies, dépressions... suicides. Le 11 janvier dernier, Maxime, délégué Force Ouvrière, s'est suicidé sur son lieu de travail dans l'hypermarché Leclerc de Vandœuvre-lès-Nancy. Quelques jours après, le 20 janvier,

Emmanuel I^{er} de Cordée, nouveau roi de France, accueille en son palais royal de Versailles une centaine de grands patrons de la planète. À notre connaissance ni le discret Michel-Édouard LECLERC, ni le futur embastillé Didier LOMBARD, ni l'évadé Carlos GHOSN n'ont été invités. Sale temps pour les patrons ?

Léon De Ryel **R**

(1) Les courbes du deuil définissent six étapes par lesquelles tout salarié qui se voit annoncer la suppression de son poste doit passer : l'annonce de la mutation, le refus de comprendre, la résistance, la décompression qui peut aller jusqu'à la dépression, la résignation et l'intégration du salarié. Elles sont issues des travaux du docteur Elisabeth Kübler-Ross, psychiatre et psychologue suisse de la faculté de médecine de l'université de Chicago, courbes inspirées par ses travaux sur les patients en phase terminale d'une maladie... et que le management capitaliste s'est approprié sans vergogne !

SUICIDES A FRANCE TELECOM



ONDES ÉLECTROMAGNÉTIQUES NOCIVES ? MAIS NON ! CELA N'EXISTE PAS !

Les téléphones portables et toutes les technologies sans fil (wi-fi, téléphones fixes sans fil, objets connectés) émettent des ondes électromagnétiques à basse fréquence nocives pour les organismes vivants, y compris pour l'Homme, notamment pour son cerveau.



La particularité de ces ondes qui concourt à leur nocivité est qu'elles sont pulsées, c'est-à-dire qu'elles émettent par microsaccades et de façon discontinue. Des études scientifiques précisent leurs effets, qui agissent à des niveaux très variés. On observe ainsi une altération de la barrière hématoencéphalique, c'est-à-dire de la protection qui existe entre la circulation sanguine et le cerveau. La conséquence en est que des substances toxiques telles que des métaux lourds et divers composés chimiques qui n'ont rien à y faire (pesticides, composés benzéniques, etc.) pénètrent dans les tissus nerveux. Toujours au niveau du cerveau, la sécrétion de mélatonine (une hormone qui joue un rôle dans l'alternance veille sommeil) et d'acétylcholine (un neurotransmetteur important) est sérieusement perturbée. Les troubles de la sécrétion de la mélatonine entraînent des problèmes d'endormissement ou des insomnies, donc bien souvent des somnolences dans la journée et/ou une fatigue chronique. Ces perturbations peuvent aussi induire des troubles de la concentration et de la mémoire, voire des troubles de l'humeur et des états dépressifs, notamment chez les personnes électrosensibles.

Enfin et de façon plus générale, il est apparu que les ondes pulsées peuvent modifier la structure de l'ADN et présenter de ce fait des effets mutagènes. Dans certains cas, des pathologies lourdes telles que des cancers – des tumeurs cérébrales, qui touchent surtout les personnes qui passent des heures et des heures à téléphoner avec un portable ou un appareil sans fil.

À cet égard, les enfants sont plus exposés au risque de tumeurs cérébrales car leur tête plus petite et leur paroi crânienne plus mince les protègent moins des ondes que les adultes.

D'après le Dr Annie Sasco, médecin épidémiologiste du cancer, ancienne directrice d'unité de recherche au CIRC-OMS (Centre international de recherche sur le cancer, Organisation mondiale de la santé) : en près de 30 ans, le nombre de glioblastomes, un des cancers les plus

agressifs du cerveau, a été multiplié par quatre. Voir : <https://www.phonegatealert.org/cancers-cerveau-glioblastomes-2018-sante-publique-france>.

Les résultats de ces travaux scientifiques commencent à être pris en compte et à influencer sur des décisions de justice. Dans le jugement n° 17438 du 18 octobre 2012, la Cour suprême de cassation italienne a confirmé la décision de la cour d'appel de Brescia, en référence aux poursuites entamées par M. Marcolini, souffrant d'une tumeur au cerveau contractée à la suite de l'utilisation intense de téléphone portable et sans fil au travail – 30 heures par semaine pendant 12 ans. Ce jugement reconnaît le lien de cause à effet entre l'exposition de M. Marcolini à des ondes électromagnétiques dangereuses et son cancer.



Malheureusement, cette prise de conscience peine à se traduire sur le plan réglementaire. Si le Conseil de l'Europe, par une résolution du 27 mai

2011 confirme la toxicité des technologies sans fil et du téléphone portable, et demande aux États européens d'appliquer un seuil maximal d'exposition à 0,6 W/m et le plus rapidement possible à 0,2 W/m, pourquoi ceci n'est-il pas appliqué en France ? Dans ce pays pourtant, l'article 5 de la charte de l'Environnement stipule que : « Lorsque la réalisation d'un dommage, bien qu'incertaine en l'état des connaissances scientifiques, pourrait affecter de manière grave et irréversible l'environnement, les autorités publiques veillent, par application du principe de précaution et dans leurs domaines d'attributions, à la mise en œuvre des procédures d'évaluation des risques et à l'adoption de mesures provisoires et proportionnées afin de parer à la réalisation du dommage. » Il va sans dire que l'évaluation des risques n'a été faite que très partiellement dans notre beau pays et que le principe de précaution est peu appliqué dans la *start-up nation*. Entrerait-il en conflit avec de juteux intérêts privés ?



Cependant, depuis 2017, dans un louable effort de préservation de notre santé, les autorités ouvrent le parapluie. « Le gouvernement rappelle par ailleurs aux utilisateurs les 6 bons comportements à adopter lors de l'utilisation d'un téléphone mobile en vue de réduire son exposition aux radiofréquences :

- 1° utiliser un kit main libre ;
- 2° privilégier les messages texte pour communiquer ;
3. privilégier les zones de bonne réception ;
- 4° éviter de maintenir votre téléphone à l'oreille dans les transports ;
- 5° choisir un téléphone mobile ayant un débit d'absorption faible ;
- 6° éviter les conversations trop longues. »



Voir : <http://www.radiofrequences.gouv.fr/les-bons-gestes-pour-limiter-son-exposition-a99.html>.

Mais ces vœux pieux rejettent principalement la responsabilité sur le comportement individuel de l'utilisateur et ne visent en rien à contraindre les opérateurs de téléphonie mobile et autres poseurs d'antennes et de bornes wi-fi à des comportements plus respectueux de la santé publique.

Dans ce contexte, que faire pour limiter son exposition aux ondes électromagnétiques nocives en plus de ce que préconise notre gouvernement ? Partant du principe que toutes les technologies sans fil sont nocives, il faut éviter le Bluetooth et le wi-fi, ne pas utiliser un téléphone fixe sans fil, téléphoner avec des oreillettes filaires, car les oreillettes sans fil sont des mini-antennes-relais placées tout près du cerveau et sont donc dangereuses. Et pour les réfractaires aux ondes, laisser le plus souvent possible son téléphone portable éteint ou en mode avion.

Il est possible que les ondes pulsées à basse fréquence causent le même scandale que l'amiante dans quelques dizaines d'années et peut-être que les enfants ou les petits-enfants de personnes qui luttent actuellement contre l'installation d'antennes-relais près de chez eux les verront un jour démontées.

En attendant, on ne peut que saluer le travail de l'association Robin des Toits, qui lutte contre les antennes-relais, les compteurs Linky et toutes les saloperies que l'on veut nous imposer, et œuvre pour diffuser une information critique sur cette technologie délétère, information qui a fourni la matière à cet article.

Pour en savoir plus, voir la trousse et le pack Robin : https://www.robindestoits.org/Outils-d-action-le-Pack-Robin-la-TROUSSE_a35.html.

In furore et Labo & Cie **R**

Légion d'erreurs

En 1887, le troisième président de la III^e République, Jules Grévy, fut contraint à la démission par le scandale de « l'affaire des décorations », manigancée depuis l'Élysée par son beau-fils, le député d'Indre-et-Loire Daniel Wilson : celui-ci négociait des participations dans ses entreprises en échange de médailles sonnantes et trébuchantes qu'il vendait à tout-va – une Légion d'honneur pouvant coûter jusqu'à 100 000 francs de l'époque. Ah ! Quel malheur d'avoir un gendre !

Autre temps, autres mœurs ?

L'ordre national de la Légion d'honneur a été institué le 29 floréal an X. Chaque année, deux promotions civiles et deux promotions militaires font l'objet d'un décret d'élévation par la présidence de la République, auxquelles s'ajoutent les promotions des personnes tuées dans l'exercice de leurs fonctions, les promotions spéciales « coupe du monde », etc. Quelques centaines de galonnés, d'artistes de variété, de managers, de fonctionnaires partis se gaver dans le privé, d'anciens combattants oubliés par l'Histoire, d'ami-e-s fidèles travaillant dans le secteur des ascenseurs, de savant-e-s à la recherche du grand graal, d'académicien-ne-s à complimenter, d'éleveurs de singes et de danseuses légères, etc., cherchent compulsivement leur nom dans la liste. La presse signale au public les plus célèbres, optimisant ainsi, chez eux/elles, l'effet de flatterie.

Dans un communiqué de presse, la Grande Chancellerie a annoncé que la promotion civile de la Légion d'honneur du 1^{er} janvier 2020 rassemblait 487 personnes « réparties entre 395 chevaliers, 73 officiers, 13 commandeurs, 4 grands officiers et 2 grands-croix ». L'ordre regroupe aujourd'hui 92 000 membres.

Comédie immémoriale. Depuis que l'être humain se tient debout sur ses pattes arrière, il ne cesse de vouloir se redresser, de gravir les échelons de l'espialier social, pour montrer avec fierté son importance glorieuse, toiser ses semblables avec morgue, se pousser du col. Aussi, une fois médaillé-e, le/la voit-on poser pour la postérité, plastronner, tout-e cambré-e, arqué-e, le jarret tendu, les ergots pointés, prêt-e à donner des gages, en signe de gratitude, à celui/celle qui l'aura récompensé-e avec ou sans mérite. On rigole de ces officiels, préfets ayant raté le concours de la police, procureurs vitupérant dans les prétoires, commissaires Dubonnet pas débonnaires, recteurs trous du cul, etc., toujours prêts à afficher leurs breloques, comme autant d'arguments faisant autorité.

La République sait soigner ses valets quand il se prennent pour des seigneurs. C'est qu'elle y trouve son compte : pas sûr, en effet, que la remise d'une médaille favorise chez l'honoré-e un esprit d'indépendance, de désobéissance, d'insoumission, voire – frissonnons un peu ! – d'insurrection. Quels exploits ont-ils accomplis qui mériteraient des remerciements sincères et éternels de l'Humanité entière ? Ils/elles ont vécu bourgeoisement dans l'attente impatiente que leurs talents soient enfin identifiés, reconnus, nommés et promus. Ils/elles comptent beaucoup sur leur milieu social et sur leur réseau de relations. Tout est question d'entre-soi. Selon le site de la Légion d'honneur, celle-ci « ne se demande pas. Ce sont les ministres qui ont la responsabilité d'identifier les futurs décorés et s'appuient pour cela sur le corps social (parlementaires, maires, employeurs, responsables syndicaux ou associatifs, présidents de fédérations professionnelles ou sportives, etc.). »

Toutefois, il arrive que des passant-e-s tué-e-s lors d'attentats, au hasard de la malchance, ou des soldat-e-s envoyé-e-s sur le front des batailles, dans le désert des barbares, improprement considéré-e-s comme des héros/héroïnes, se voient honoré-e-s à

leur tour : en aucun cas, le colifichet décerné à titre de compensation ne peut réparer l'injustice de leur destin. Les trémolos des discours de circonstance, prononcés par ceux-là mêmes dont les décisions ont provoqué ou nourri ces drames, masquent mal l'hypocrisie monstrueuse des commanditaires.

Les présidents de la République, en tant que Grand Maître de l'ordre, ne se privent pas de donner des signes de leur munificence. Sans remonter jusqu'à Napoléon I^{er} le Sanglant, citons quelques exemples à ne pas suivre.

Le 13 juillet 1983, François Mitterrand, fraîchement élu président de la République, élève au grade de grand-croix son propre frère, Jacques, général d'armée aérienne, que Valéry Giscard d'Estaing avait nommé grand officier, le 27 septembre 1974, sans doute pour taquiner son adversaire malchanceux...

En 1989, le même Mitterrand, à peine réélu, confèrera le grade de grand-croix à Zine el-Abidine Ben Ali, qui exerçait en Tunisie la profession de dictateur.

En 1996, à son tour, Jacques Chirac récompensera de la grand-croix Hassan al-Bolkiah, 29^e sultan de Brunei, réputé pour son humanisme exacerbé. En avril 2019, l'impétrant instaurera dans son pays une législation inspirée de la charia, prévoyant, entre autres, de punir par lapidation l'homosexualité et l'adultère.

Le 31 décembre 2001, Chirac récidivera avec le sympathique Bachar al-Assad, fils de son père, qui s'est fait honorablement connaître, depuis, en tant que boucher en gros à Damas, Homs, Alep, etc. Après la participation de Paris à des bombardements, enclenchés par Londres et Washington, de sites réputés figurer dans le programme d'armement chimique syrien, en représailles à l'attaque de Douma, le 7 avril 2018, al-Assad rendra sa grand-croix, sans un merci, sans un au revoir – quelle brute ! –, considérant que « cette décoration [lui avait été] attribuée par un régime esclave des États-Unis [...] qui soutient les terroristes ». L'infrequentable n'aura pas voulu attendre la fin de la procédure de retrait engagée par Emmanuel Macron.

Le 31 décembre 2010, Nicolas Sarkozy élèvera Marc Ladreit de Lacharrière au rang de grand-croix, sur rapport du Premier ministre, François Fillon, dont il se trouvait être l'employeur de la femme, Pénélope. Simple hasard ou coïncidence extraordinaire ? La justice est à cran sur ce bel exemple d'emploi fictif. En fin de compte, si l'épousée n'en fichait pas une rame, ce qu'elle refuse d'admettre, l'hypothèse d'un cadeau par complaisance est fragilisée et l'intégrité de Ladreit de Lacharrière rétablie.

Il ne sera pas dit que François Hollande prise moins que Sarkozy ce qu'il est convenu d'appeler, par facilité journalistique, les « grands patrons ». À la toute fin de son mandat, le 14 avril 2017, en pleine campagne présidentielle, il signera le décret élevant au grade de grand-croix François Pinault, sixième fortune française. Où il est démontré qu'on peut honnir « le monde de la finance », qui « n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, [qui] ne présentera jamais sa candidature, [qui] ne sera donc pas élu, et pourtant [qui] gouverne », tout en gratifiant ceux qui touchent les bénéfices. Que Pinault, propriétaire d'Artemis et fondateur du groupe de luxe Kering, soit un ami de longue date de Hollande, dicit *Le Canard enchaîné*, qu'il investisse dans une affaire de production cinématographique, Cinémaphore, en juillet 2013, avec comme partenaire Julie Gayet, première compagne de France, qu'on le retrouve dans le conseil d'administration de la « La France s'engage », initiative lancée par l'ancien président de la République, en 2014, quand il était en poste, et devenue depuis une fondation reconnue d'utilité publique, par décret du 29 mars 2017, alors qu'il l'était encore, cela n'y fit rien, à n'en pas douter. Le 28 juin 2018, le



Goûter garni au palais de Laeken

milliardaire breton trouvera le cran de dénoncer un Macron qui « ne comprend pas les petites gens. J'ai peur qu'il mène la France vers un système qui oublie les plus modestes. » À toutes fins utiles, rappelons que *Le Canard enchaîné* révéla comment François Pinault avait échappé à l'impôt sur la fortune, en 1997, via un habile système de déductions...

Dans ces conditions, Bernard Arnault, que l'on ne remerciera jamais assez, mais qui n'est cependant que grand officier de la Légion d'honneur depuis 2011, n'avait aucune chance de décrocher le pompon. Le PDG de LVMH et rival putatif de Pinault finira par se consoler en devenant l'homme le plus riche du monde, selon le classement de *Forbes* du 17 janvier 2020.

Le 19 novembre 2018, Emmanuel Macron est invité au château de Laeken, à Bruxelles. Il se trouve qu'il vient de se voir décerner le grand cordon de l'ordre de Léopold, la plus haute distinction belge ; par échange de bons procédés, le président français y embellira ses hôtes royaux, les élégants Philippe et Mathilde, de la grand-croix de la Légion d'honneur. Un goûter sucré sera organisé pour l'occasion, durant lequel tout ce beau monde aura pu exhiber ses médailles et ses rubans de couleur. Lors de ce réjouissant raout, le roi des Belges a prononcé un vibrant discours, digne de figurer dans les annales : « Nous recevons le chef d'État d'un grand pays, grand par son histoire, par son rayonnement et par son poids dans le monde. Nous recevons en vous, Monsieur le Président, un homme pétri de cette belle culture française, un visionnaire donnant un nouvel élan à son pays et à l'Europe, dans un esprit de dialogue et de rassemblement. »

Last but not least, par décret du 31 décembre 2019, Macron a nommé Jean-François Cirelli officier de la Légion d'honneur. Ce grand serviteur de l'État et de ses intérêts personnels a dirigé GDF, à la privatisation duquel il a été associé – profitant au passage d'une augmentation de 183 % de sa rémunération, c'était en 2008 – avant de prendre la présidence de la branche française du plus important gestionnaire d'actifs du monde,

BlackRock. Les mauvaises langues prêtent au pantouflard un pouvoir d'influence, prétendant même qu'il ne serait pas opposé à l'instauration d'un système de retraite par capitalisation. Vraiment n'importe quoi !

En 1933, Pierre Scize, journaliste au *Canard enchaîné*, fut congédié par Maurice Maréchal. Qu'avait donc bien pu reprocher le cofondateur de l'hebdomadaire à son collaborateur ? À quels crimes de plume s'était-il livré ? Eh bien, aucun ! Amputé d'un bras par un obus lors de la Première Guerre mondiale, Scize n'avait pas cru bon de refuser l'insigne Légion d'honneur que la République lui octroya. Or, lors de son embauche, tout journaliste du palmipède devait s'engager à refuser la moindre décoration officielle, qu'elle fût décernée à titre professionnel ou honorifique. Pour notre respecté confrère, il s'agissait de ne pas laisser l'impression que ses rédacteurs aient pu mériter quelque récompense que ce fût.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que cette règle de simple prudence n'est plus appliquée de nos jours, sauf au *Canard* et à *Résister !*, cela va sans dire. On ne compte plus les excellences rédactionnelles s'étant vu honorées – quatre encore dans la promotion du 1^{er} janvier 2020.

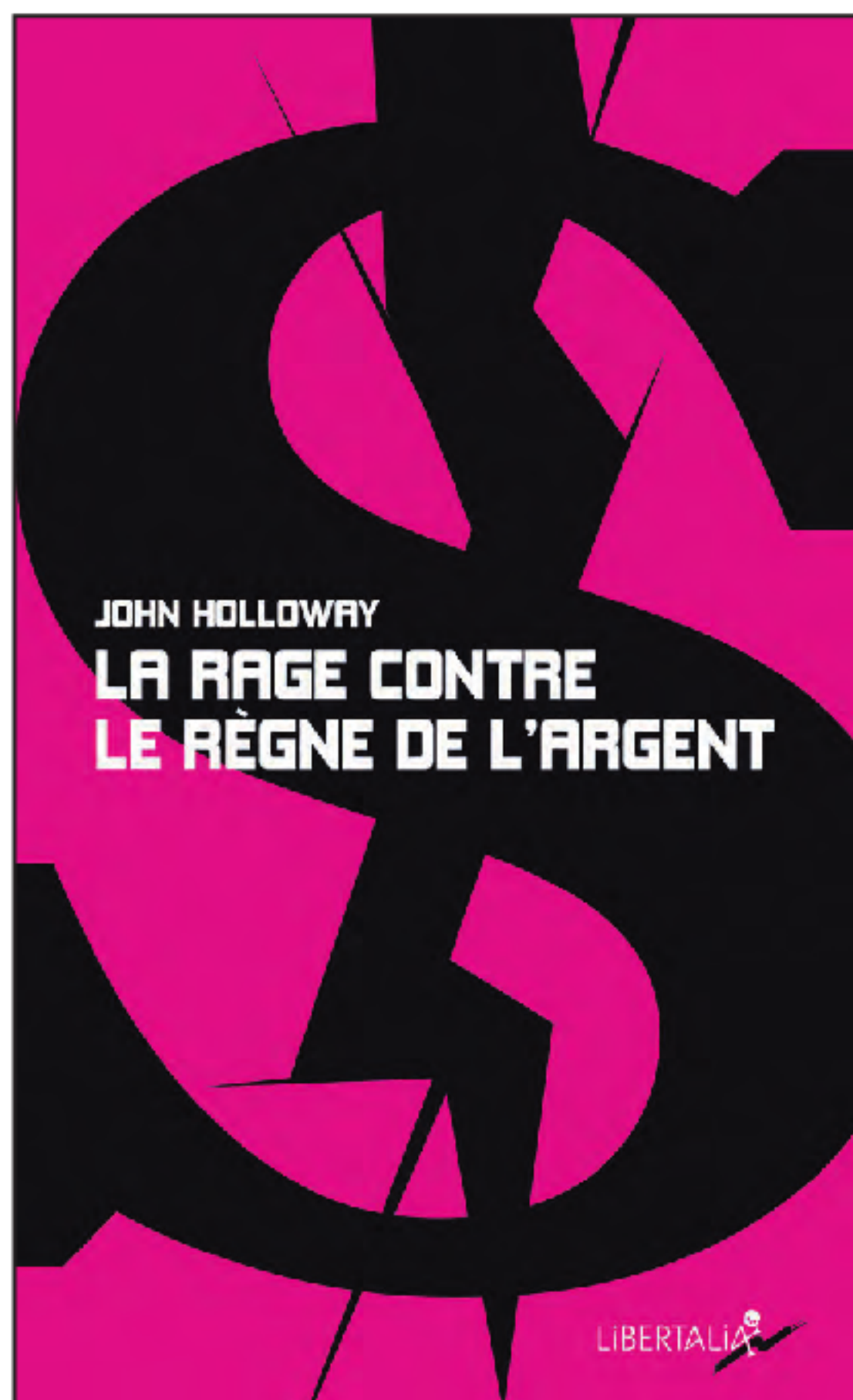
Que d'honneurs en tout genre ! Que d'espoirs de consécration éternelle sont ainsi placées dans ces décorations de mauvais goût ! S'il n'est question, ici, que de la Légion d'honneur, il en va de même pour l'ordre du Mérite indochinois, la médaille d'honneur des Marins du commerce et de la pêche ou les Palmes académiques.

Les dictionnaires de citation prêtent au journaliste Aurélien Scholl l'aphorisme suivant : « Une affaire superbe : achetez toutes les consciences au prix qu'elles valent et revendez-les pour ce qu'elles s'estiment. » Lui-même était officier de la Légion d'honneur.

Piéro **R**

Repenser le monde pour mieux le transformer

Quand on se retrouve immergé·es dans une lutte comme actuellement, il est parfois utile de se décentrer. Certes, la mobilisation qui court depuis début décembre n'est pas focalisée sur la seule réforme des retraites : pour une proportion notable de grévistes et de manifestant·es la question est liée à d'autres attaques patronales et gouvernementales, la mobilisation est d'emblée située dans une perspective plus large de contestation des politiques néolibérales et autoritaires, voire d'un rejet plus ou moins lucide et explicite du système capitaliste dans son ensemble. Il faut dire que depuis plus d'un an, la mobilisation sur le climat et celle des Gilets Jaunes ont heureusement secoué le pays et réveillé les consciences.



Pour partir à l'assaut de notre ennemi commun, la classe bourgeoise aux commandes d'un système économique et social mortifère, cette convergence de luttes et de revendications est nécessaire mais sans doute pas suffisante : pour voir loin, il faut aussi voir ce que l'on voit depuis ailleurs. Deux ouvrages (courts) parus en 2019 offrent ainsi un regard décentré sur le monde tel qu'il ne va pas et sur l'angle d'attaque à adopter pour le transformer.

Fait remarquable : ces deux livres ont en commun d'être inspirés par le mouvement zapatiste, qui depuis un quart de siècle organise la vie sociale sur des bases égalitaires parmi les indigènes et paysans pauvres du Chiapas, au Mexique.

La rage

Le premier livre, *La rage contre le règne de l'argent*, est un recueil de trois conférences données par John Holloway en 2011, en plein mouvement *Occupy* et Printemps arabe. Holloway est un universitaire irlandais installé au Mexique depuis le début des années 1990, proche du mouvement zapatiste, auteur notamment de *Changer le monde sans prendre le pouvoir* (2008) et de *Crack Capitalism* (2012). En 17 thèses, il veut identifier l'attaque que nous subissons collectivement et ce sur quoi nous devrions focaliser notre défense. Son point de départ est *la rage*, celle que nous avons et qui s'exprime partout contre l'exploitation, l'injustice, les inégalités, le stress qui en résulte, l'extrême pauvreté, la violence d'État... « *Nous vivons des jours de rage et cette rage sociale va continuer à s'intensifier dans les années à venir. Penser le contraire n'a aucun sens, dire que les gens devraient être raisonnables est inutile. La rage est là, elle grandit et nous faisons partie d'elle. Nous ne pouvons pas nous tenir à l'écart. Nous chevauchons un tigre dont nous ne pouvons pas descendre. Mais ce que nous pouvons peut-être, c'est influencer sa course* » (p. 26). Car la rage est « *à double tranchant* », comme l'ont montré les années 1930 : « *La rage peut très facilement devenir une rage de haine et de destruction* » quand elle va vers le racisme, l'autoritarisme, le sexisme, et c'est alors la même rage qui se retourne contre nous.

Il faut donc identifier l'attaque. Au-delà des politiciens, au-delà des entreprises et des banques, ce qui pose problème c'est le règne de l'argent : c'est ce règne qu'il faut détruire. Comme l'écrit Holloway : « *Il est facile de voir qu'il y a une force à l'œuvre derrière les banques et les grandes entreprises, une force qui guide leur avidité sans limite, que cette force est celle du profit, la logique du toujours plus d'argent. Et pourtant, l'argent est tellement identifié à la réalité que cela semble être un non-sens d'appeler à son abolition. C'est pourquoi cette revendication reste sur le bout de la langue des mouvements sociaux actuels, et ils ont déjà le mérite d'en être arrivés à ce point-là. Tout semble donc indiquer que nous sommes pris au piège [...]. Il est essentiel de nous confronter à ce problème, de nous y plonger la tête la première. Si nous ne le faisons pas nous risquons d'entendre nos courageux cris d'opposition prendre le son de la désillusion* » (pp. 42-43). Voilà qui donne à réfléchir à la formulation de nos revendications, qui trop souvent exprime notre soumission au règne de l'argent. Si nous voulons gagner, il faudra bien dépasser cet horizon.

La colère

Le second livre, *Une juste colère. Interrompre la destruction du monde*, a été écrit plus récemment, « sous le coup de l'intense émotion ressentie en lisant les premiers récits des journées de décembre [2018] ou en découvrant l'Appel de Commercy » des Gilets Jaunes, par Jérôme Baschet. Ce dernier est historien médiéviste, anciennement en poste à l'EHESS, il enseigne à l'université autonome du Chiapas et il est également auteur de *La Rébellion zapatiste* (2005) et d'*Adieux au capitalisme* (2016). Son dernier livre s'ouvre sur une « Lettre à celles et ceux "qui ne sont rien", depuis le Chiapas rebelle ».

Le livre fait écho à celui de Holloway non seulement par la proximité de sa référence au mouvement zapatiste mais aussi par sa cible : quand Holloway pointe le règne de l'argent, Baschet dénonce « le monde de l'Économie [qui] nous conduit à la destruction ». Selon lui, « il n'y a pas d'autre voie que d'entrer en guerre contre l'Économie » (p. 115). Baschet envisage une multiplication des explosions sociales sous le coup de l'aggravation de la crise capitaliste. Le capitalisme n'est plus seulement source d'exploitation du travail et d'aliénation, il organise désormais la destruction des milieux et des conditions de vie sur Terre. Le livre prend cette question à bras-le-corps en rejetant l'idée à la mode d'un effondrement fatal.

Il montre en quoi la survie du monde naturel est incompatible avec celle du capitalisme : l'obligation d'une croissance, même constante en pourcentage, conduit irrémédiablement à une croissance exponentielle en valeur absolue – ce qui signifie une croissance exponentielle de la production, donc de la pollution, de l'extraction de minerais et de destruction de l'environnement, avec des effets démultipliés. Nous sommes arrivés à un moment d'accélération : accélération du dérèglement climatique, du désastre écologique et de la crise structurelle du capitalisme. Baschet écarte les fausses solutions à cette crise, des gestes « éco-citoyens », bien insuffisants, au capitalisme vert : « Au total, le choix est assez simple, du moins à énoncer : la croissance ou le climat. Mais la croissance n'est elle-même que l'expression d'un impératif constitutif du capitalisme ; et tant que celui-ci continuera de prévaloir, la catastrophe climatique et biosphérique ne pourra que s'approfondir » (p. 43).

Baschet avance la perspective inspirée des zapatistes d'« espaces libérés pour sortir du monde de l'économie »

(p. 87), des lieux d'échange, espaces auto-organisés d'entraide et d'éducation populaire, « sans attendre que les solutions viennent des institutions existantes ». Mais il met en garde contre la tentation d'un repli sur soi : « Il serait assez peu judicieux de concevoir ces espaces libérés comme des îlots protégés au milieu du désastre, où l'on pourrait vivre sans plus se soucier de la destruction environnante. Sauf à se résigner à la défaite où à l'insignifiance, il convient d'assumer la dimension antagonique des espaces libérés, espaces de combat autant que de construction. De fait, ils doivent se défendre contre les attaques dont ils font l'objet et lutter pour ne pas être réabsorbés par la synthèse capitaliste. Et si la multiplication des espaces libérés paraît désormais décisive, il faut reconnaître qu'ils ne pourront continuer à croître et à se lier entre eux sans renforcer par tous les moyens possibles le combat commun contre l'hydre capitaliste. » (pp. 89-90).



Résonnant avec l'appel de Holloway à « communiser », Baschet en appelle à un art de vivre post-capitaliste appuyé sur la communauté. « Non pas une communauté fondée sur un critère d'appartenance essentialisé (ethnique ou religieux), et donc encline à se refermer sur elle-même et excluante. Mais une communauté ouverte et sans condition d'appartenance, qui n'est rien d'autre que l'espace dans lequel se déploie l'expérience d'une existence partagée, dans un rapport commun aux lieux que l'on habite. Cette communauté-là [...] n'existe que parce qu'elle est faite et refaite en permanence par celles et ceux qui ont conscience qu'une vie bonne pour eux-mêmes en dépend » (pp. 103-104).

Face aux attaques grandissantes des gouvernants et plus généralement face au désastre auquel nous conduit le règne de l'argent ou le monde de l'Économie, il faut évidemment lutter, se mobiliser par la grève, converger et tout bloquer dès que c'est possible. Mais pas seulement. Ce à quoi nous invitent Holloway et Baschet, c'est à construire dès maintenant des solidarités, des espaces et communautés ouvertes comme autant de points d'appui pour bâtir une alternative à l'effondrement.

Léo P.

R

John Holloway, *La rage contre le règne de l'argent* (Éditions Libertalia, 2019, traduit de l'anglais par Julien Bordier, 80 pages, 5 €).

Jérôme Baschet, *Une juste colère. Interrompre la destruction du monde* (Éditions Divergences, 2019, 128 pages, 12 €).

Cercles de silence

Nancy
samedi 29 février
Place Stanislas à 15 h

Pont à Mousson
samedi 8 février
Place Duroc à 10 h 30

Projections du film « À nos corps défendants »

à Nancy : le 30/01 à 19h30 à La Piscine (5 av de Metz, Maxéville)
à Commercy : le 31/01 à 20h à Là Qu'on Vive (17 rue de la Paroisse)

*Une approche sensible et radicale
des violences psychologiques et physiques infligées
aux habitant·es des quartiers populaires par la police.*

Informez-vous sur :



Jeu

Tombe à ciel ouvert

Le Roi noir a déjà un pied dans la tombe.
Il ne reste plus qu'à ...

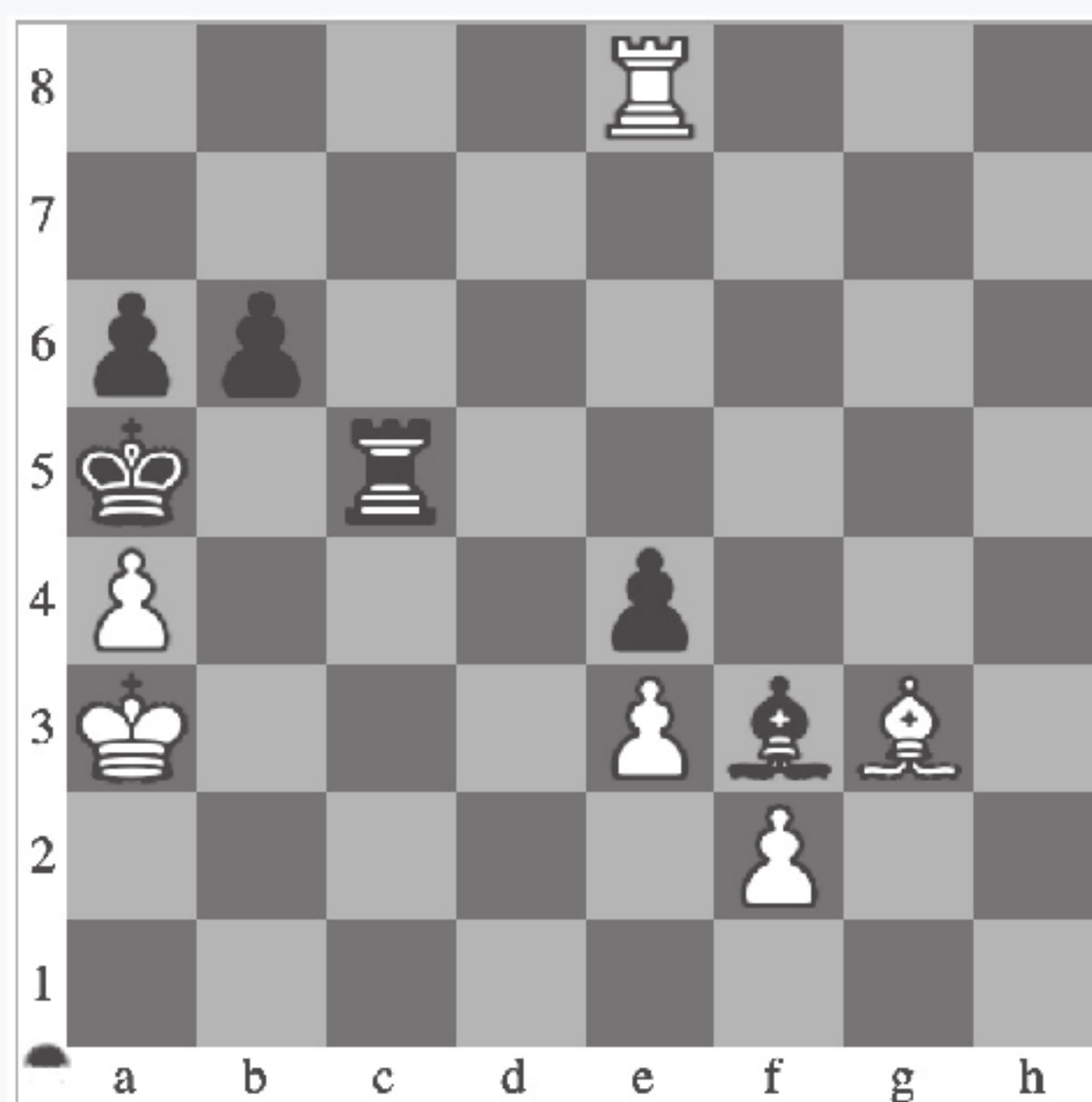
Trait aux blancs.

Solution du numéro précédent



1. Qd8+!! Kh7 (Pas meilleur est : 1... Qe8 2. Rxh5!! gxh5 (2... Rxd8 3. Rh8#) ; (2... Rxc3 3. Qxe8+ Kg7 4. Qh8#) 3. Rh6! f6 (3... f5 4. Rh8+ Kf7 5. Qf6#) (3... Rxc3 4. Qg5+ Kf8 5. Rh8#) 4. Qxf6 et le mat par 4... Rh8 est imparable) 2. Rxh5+! gxh5 3. Rh6+! Kxh6 4. Qf6+ Kh7 5. Qg7#

.Makov-Vazenin, URSS 1977.



Qui a dit ?

« Les Britanniques ont la chance d'avoir eu Margaret Thatcher. »

☐

Donald Trump

☐

Pierre Gattaz

☐

Emmanuel Macron

Prochain numéro : Résister! #67

resister@nancy-luttes.net

Comité de rédaction : 24/02/2020 - Date limite d'envoi des articles : 22/02/2020

Points de dépôt :

* Croc'us - 137, rue Mac Mahon - Nancy

* Vêt Ethic - 33 rue St Michel - Nancy

* CCAN : 69, rue de Mon desert - Nancy

* Quartier Libre - 11 Grande Rue - Nancy